

The creation of an Agricultural Development Group : an economic, social and united project

La création d'un Groupement de Développement Agricole : un projet économique, social et solidaire

LAMIA ARFA^{(1,2)*}, NADIA OUNALLI^{(2)*},

¹Université de Carthage, Institut National Agronomique de Tunis, 1082, Tunis, Tunisie

²Université de Carthage, Institut National de Recherche Agronomique de Tunisie, LR16INRAT07, Laboratoire d'Economie Rurale, 2049, Ariana, Tunisie.

* : égale contribution des auteurs

*Corresponding author: lamia.arfa@gmail.com

Abstract - The agricultural development strategy in Tunisia encourages the creation of Agricultural Development Groups (ADG) with the aim of integrating rural actors into the local economy. This strategy is part of a process of equity with equal opportunities and collective profitability established by the social and solidarity economy. This study presents a women's agricultural development group recently created. This group involve 23 unemployed women that used a participatory and inclusive approach in the creation of their group.

This paper presents a monitoring-evaluation study that estimates the role of the "ADG" in the local development of the social economy. Focus groups as well as field surveys were carried with the local population. The results show that the principles of solidarity and sharing are present among women. The principle of profitability is present but the access to solidarity financial resources does not exist. Close monitoring and supervision of this experience will be essential for its success.

Keywords : Social and Solidarity Economy, rural women, ADG, Tunisia, monitoring-evaluation.

Résumé - Les stratégies de développement agricole en Tunisie, encouragent la création des Groupements de Développement Agricole (GDA) dans le but de l'intégration des acteurs ruraux dans l'économie locale. Ces stratégies s'insèrent dans un processus d'équité avec une égalité des chances pour tous et une profitabilité collective ce qui rejoint les principes de l'économie sociale et solidaire. Cette étude porte sur le cas d'un GDA récemment créé et formé de 23 femmes qui n'ont aucune activité lucrative. Cette étude porte sur un suivi-évaluation de l'expérience de création du GDA et sur l'estimation des bases économiques de cette expérience. Des focus groupes ainsi que des enquêtes de terrain ont été menés avec la population locale. Les résultats montrent que les principes de solidarité et de partage sont présents entre les femmes. Le principe de lucrativité est bien recherché et l'accès aux ressources financière solidaires n'existe pas encore. Un suivi et un encadrement rapprochés de cette expérience seraient indispensables à sa pérennité.

Mots clés : Economie Sociale et Solidaire (ESS), femmes rurales, GDA, Tunisie, suivi-évaluation.

1. Introduction

En Tunisie, durant les trois dernières décennies, l'importance de l'agriculture dans le travail des femmes a diminué de moitié soit de 22.8% en 1991 à environ 11.40% en 2018 (World Bank, 2019). De même, la population rurale en Tunisie a été en baisse à un rythme supérieur à ceux des pays de la région MENA et du monde (ITES, 2017). Cette population est entrain de fuir le monde rural et l'activité agricole. Ce sont surtout les femmes qui ont enregistré la reconversion la plus rapide avec une baisse de la part du travail agricole de 23% en 1991 à 12% en 2019 (Banque Mondiale 2019) Or, les femmes rurales sont des actrices incontournables du développement. Les implications des femmes rurales dans le secteur agricole est en régression à cause des conditions de travail difficiles et à cause d'une rémunération moins importante que celle des hommes (CREDIF 2016). Elles souffrent encore d'inégalités du genre social malgré leurs poids importants dans la population et surtout dans le domaine agricole où elles présentent



plus que la moitié de la main d'œuvre agricole. Elles travaillent plus d'heures à part leurs obligations domestiques dans des conditions difficiles et restent peu ou pas rémunérées.

Ainsi, pour beaucoup de femmes rurales l'accès à l'éducation, à la formation et au travail non agricole demeure limité (ituc-csi.org-2012). Elles contrôlent toutefois l'essentiel de l'économie domestique non marchande (agriculture de subsistance, éducation des enfants, tâches ménagères, travaux artisanaux,...). Ainsi, l'intégration des femmes rurales dans les circuits économiques marchands, serait un moteur déterminant dans les processus de développement. Les politiques de développement économiques encouragent l'intégration économique de la population rurale par la création de structures professionnelles tels les Groupements de Développement Agricoles (GDA) et les Sociétés Mutuelles de Services Agricoles (SMSA). Ces structures prônent la solidarité, l'inclusion et la démocratie locale, principes de plus en plus avancés dans les politiques de développement territoriales inspirées des bases de l'Economie Sociale et Solidaire. La situation de la femme rurale n'est pas la même d'un gouvernorat à un autre et d'une délégation à une autre.

Ainsi, dans le gouvernorat de Mahdia, les femmes rurales sont présentes et actives tout au long de la chaîne de production agricole depuis le travail aux champs et la conduite du bétail, jusqu'à la transformation et la conservation des produits pour l'autoconsommation ou la vente sur le marché. Toutefois, des disparités régionales existent et certaines délégations sont particulièrement touchées par l'inactivité des femmes. En effet, dans la délégation de la Chebba le taux d'activité des femmes a été de 18.56% contre 60.30% pour les hommes (CGDR, 2018). Ainsi, dans cette région, La femme est confrontée au problème de l'inégalité des chances liée au genre et du manque des infrastructures et des services.

D'un autre côté, au niveau du village Khmara de la délégation de la Chebba, l'élevage familial des volailles est conduit principalement par les femmes. Il constitue une source importante de protéines pour la consommation familiale et une source de revenu complémentaire par la vente occasionnelle des excédents de la production. Par conséquent et afin d'insérer ces femmes dans la sphère économique et pour améliorer leurs activités et leurs revenus, une formation aux techniques modernes de l'élevage du poulet fermier a été réalisée. De même afin de structurer leur activité et de regrouper leurs efforts, il y a eu création d'un GDA dans le but de développer et d'encadrer l'activité de l'élevage pour les femmes de cette région afin d'améliorer leurs revenus par la vente de leurs produits. Cette expérience a été initiée au mois de février 2019 par un leadership local en coopération avec l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP) et son antenne régionale l'URAP de Mahdia ainsi que le Commissariat Régional de Développement Agricole (CRDA) de Mahdia.

Le Réseau tunisien de l'Economie Sociale (RTES) a été sollicité en tant que partenaire pour cette expérience afin d'apporter une nouvelle vision de développement à l'échelle locale. Or l'ESS qui est de plus en plus promue en tant que modèle alternatif en Tunisie, n'est pas une économie nouvelle mais elle a été surtout qualifiée de sociale durant de longues décennies (Laroussi H. 2020).

Les principes de solidarité et d'équité, très présents dans les traditions tunisiennes, sont de plus en plus promus dans la vie économique des filières où des initiatives locales ont permis un développement économique et une amélioration des revenus des plus défavorisés (AYARI H. 2019). Les principes et les valeurs de l'ESS sont multiples. Nous citons ceux qui tournent au tour du respect du bien-être social, de la démocratie participative, de la solidarité, de l'utilité sociale, du respect de l'environnement et de la bonne gouvernance. Durant la création du GDA « Hrayer Lekhmara », l'ensemble de ces principes a été retenu comme base de travail et logique de fonctionnement.

De ce fait, l'objectif principal de la présente étude consiste à caractériser le modèle économique qui a été soutenu dans la région de Khmara à travers la création d'un Groupement de Développement Agricole : en avril 2019.

Nous supposons que ce modèle a été inspiré dans la construction de son cadre logique par les principes de l'ESS mais s'oriente dans sa mise en place vers l'économie de marché avec une prédominance de la profitabilité financière. Notre analyse sera présentée en trois parties, d'abord le cadre méthodologique pour justifier du choix de la région et de la méthodologie, ensuite les résultats de cette étude et enfin la discussion des résultats et une conclusion.

2. Cadre méthodologique

2.1. Choix de la région de Khmara

La région de Khmara appartient à la commune de Ghedhabna de la délégation de Chebba du gouvernorat de Mahdia (cf. figure 1). Elle est située à 10 km du centre de la délégation de Chebba sur le littoral méditerranéen qui se caractérise par une forte urbanisation (OTEDD, 2014). Elle s'étend sur une superficie de 900 ha, soit 7,4% de la superficie de la délégation de Chebba. Elle est principalement une

région agricole avec 700 ha de superficie agricole utile (SAU) soit 78% de sa superficie totale. Elle comprend 1 200 habitants dont 660 femmes et 540 hommes, soit 5% de la population de la délégation de Chebba (INS, 2014).

A Khmara, les femmes présentent un taux d'activité de 60% dans le secteur agricole, de loin supérieur à celui des hommes (seulement 10%). (CTV Mahdia 2019)

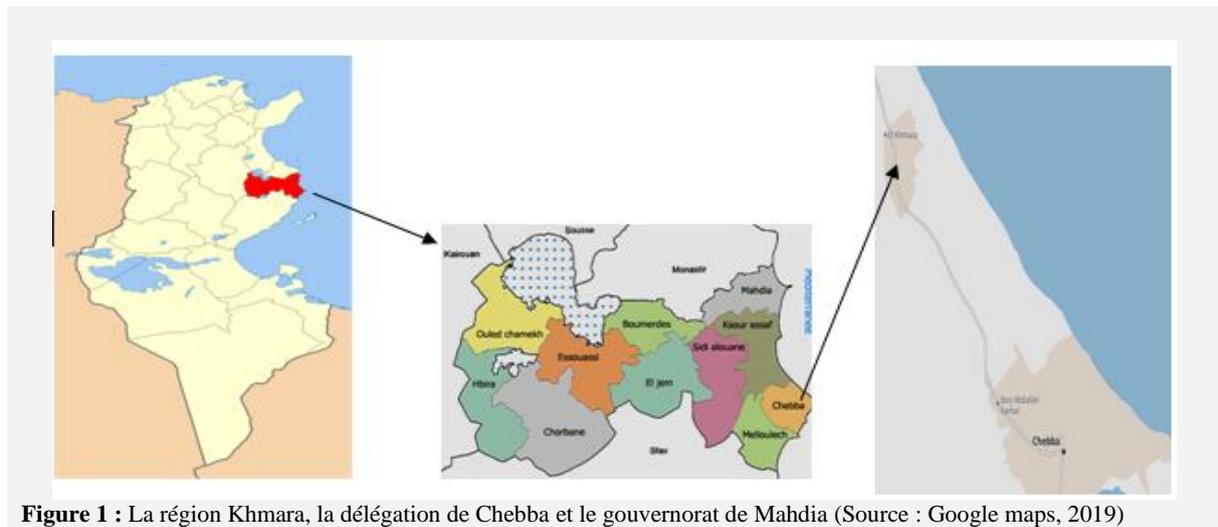


Figure 1 : La région Khmara, la délégation de Chebba et le gouvernorat de Mahdia (Source : Google maps, 2019)

La production agricole à Khmara

En 2017, la production de céréales à Khmara a été de 1 600 quintaux soit 7% de la production céréalière du gouvernorat de Mahdia. De même, en 2018, la production des fruits et légumes a été respectivement de 180 tonnes et 300 tonnes. Ces productions ont représenté moins de 5% de la production du gouvernorat de Mahdia (CTV, 2019). La production des poulets a atteint 3000 têtes soit 0,5% de la production du gouvernorat. La production des œufs a été de 300 mille œufs pour la même année pour une valeur de 7 mille dinars. Ainsi, bien que la région soit principalement à vocation agricole, sa production est faible et sa contribution dans celle du gouvernorat également. L'employabilité des femmes est également très faible dans la région. Conscient de cette insuffisance et du faible pouvoir de valorisation des ressources locales, une initiative locale a permis la création d'un GDA pour le renforcement du développement économique et social de la région avec une importance particulière à l'inclusion des femmes afin d'améliorer leur revenu et leurs conditions sociales.

2.2. Approche méthodologique

Suite à la mise en place du projet de création du GDA « Hrayer Lekhmara », et afin de répondre à notre objectif de caractériser le modèle économique qui a été soutenu dans la région de Khmara, nous avons retenu la méthode du suivi-évaluation qui permet de donner une appréciation sur les résultats en comparaison avec les objectifs retenus. Cette démarche sera construite en deux étapes :

1. La détermination, du cadre logique du projet et des indicateurs de suivi des objectifs retenus.
2. l'analyse de l'adéquation des réalisations et des pratiques du projet aux principes et aux valeurs de l'ESS retenue comme base de création du GDA.

Ainsi, la détermination du cadre logique du projet a été réalisée grâce à des workshops qui ont regroupé les femmes adhérentes au GDA, les services techniques du CRDA de Mahdia, de l'UTAP, de l'URAP de Mahdia ainsi que le comité de direction du GDA avant démarrage du projet, pendant et après sa création durant les mois de mars avril 2019. Le cadre logique que nous avons construit est défini par différents types d'objectifs présentés dans le tableau 1. Nous y présentons également les indicateurs de suivi en relation avec les principes de l'ESS.

Tableau 1 : Cadre logique et indicateurs de suivi du projet de création du GDA « Hrayer Lekhmara »

Objectifs du cadre logique	Questions pour le suivi	Indicateurs de suivi	Principes et valeurs de l'ESS
<p>Finalités : inclusion des femmes, amélioration de leurs revenus et respect des principes de l'ESS</p> <p>Apports : Le financement solidaire, Les subventions diverses Dons d'équipements</p> <p>Activités : Formation, Création de GDA Encadrement institutionnel (CRDA, UTAP et URAP)</p> <p>Réalisations : Mise en place d'une activité solidaire d'élevage de poulet fermier</p> <p>Produits : vente solidaire du poulet fermier (viande et œufs)</p>	<p>Mesurer les changements au niveau de la finalité exige beaucoup de temps. Cette phase relève de l'évaluation et non du suivi</p> <p>Les fonds, le personnel et les équipements sont-ils disponibles en temps voulu ? Leur quantité et leur qualité sont-elles suffisantes ? Quelle durabilité de ces apports ?</p> <p>Les activités mènent-elles aux produits attendus ? Les activités sont-elles mises en œuvre conformément au calendrier et au budget ?</p> <p>Les produits mènent-ils aux réalisations attendues ? Quels sont les appréciations des bénéficiaires en ce qui concerne les réalisations ? Les réalisations sont-elles conformes aux principes de l'ESS ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Don de couveuse (en nombre) • Equipements disponibles (qualité et origine) • Nombre de bénéficiaires • Sources de financement (nombre et montants) • Engagement solidaire (ONG et associations diverses) • Nombre de femmes formées • Nombre de réunions engagées et suivies • Nombre de femmes adhérentes au GDA • Lancement dans l'activité (nombre de femmes) • construction de groupes de travail (nombre de groupes) • Partage des tâches (type et nombre) • Engagement des femmes (% des femmes engagées) • Entrée en production nombre des projets retenus) • Vente solidaire (quantités vendues) • Quels principes de l'ESS développent les femmes lors de leur activité ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Financement solidaire • Projet collectif • Solidarité • Partage • Projet collectif • Inclusion par la formation et l'information • Démocratie participative • Bonne gouvernance • Partage des tâches • Solidarité • Travail collectif utilité sociale • Primauté du groupe sur l'individu • Une gestion durable des ressources locales • Respect de l'environnement • Commerce équitable

Source : auteurs et (IFRC, 2011).

Le suivi-évaluation sera axé sur différentes thématiques relatives aux projets

- le processus et les activités mis en œuvre,
- la conformité aux principes de l'ESS,
- l'adhésion et les compétences techniques et économiques des bénéficiaires
- et le système organisationnel.

Ce suivi-évaluation a été réalisé durant les phases de construction et de démarrage du projet pour pouvoir présenter une appréciation préliminaire. L'évaluation sera formative afin de vérifier la conformité des activités aux principes de l'ESS et à l'objectif du projet. Cette évaluation est externe et indépendante pour garantir son objectivité. Elle est basée sur des indicateurs de suivi que nous avons construit. Nous avons procédé à des enquêtes individuelles réalisées avec les adhérentes au GDA soit 23 femmes.

Cette évaluation a été faite en temps réel, durant les mois de mars- avril 2019, pendant la mise en œuvre du projet afin de donner des recommandations pour garantir la durabilité du projet.

3. Résultats

3.1. Le suivi des bénéficiaires

Le suivi a été axé sur la perception qu'ont eue les bénéficiaires du projet. Il a eu comme objectifs d'estimer leurs potentiels et de recenser leurs réclamations notamment en ce qui concerne leur

participation dans le choix des activités du projet, leur accès aux ressources et l'importance des principes de l'ESS dans leurs démarches.

Caractérisation des bénéficiaires : Les femmes adhérentes au GDA « Hrayer Lekhmara » sont essentiellement des femmes au foyer dont le potentiel de productivité peut être important. L'enquête réalisée auprès de ces femmes, a révélé que les adhérentes au GDA « Hrayer Lekhmara » ont différents niveaux d'éducation. 4% ont un niveau supérieur, 35% ont un niveau secondaire et la majorité (52%) ont un niveau primaire. Ceci a rendu possible l'offre de formation sur les techniques de l'élevage par une zootechnicienne de l'UTAP dans un premier temps. Ensuite, un atelier de formation sur les principes de l'ESS a été programmé avec les bénéficiaires lors de la création du GDA. La majorité des femmes, ont déclaré être à la recherche de nouvelles sources de revenu par extension de l'élevage domestique. En fait, 60% des femmes adhérentes au GDA pratiquaient déjà de façon artisanale l'activité avicole. Leur participation dans le choix de leur activité émane donc de leur expérience. Leur principal potentiel réside dans leur savoir-faire traditionnel et les moyens familiaux déjà présents (garages, électrification, accès à l'eau, animaux de basse-cour)

Les aspirations des bénéficiaires n'étaient pas nombreuses. Un travail rémunéré et plus de facilités de déplacement ont été les souhaits pour un quart des femmes. Toutefois 44% ont déclaré ne pas avoir de réclamations puisque leurs besoins primaires sont satisfaits (alimentation, éducation des enfants, logement, ...). Par ailleurs, les femmes de la région de Khmara, ont répondu massivement à l'offre de formation de l'UTAP pour l'élevage du poulet fermier qui était encore pour elles une activité domestique.

Accès aux ressources : Les deux tiers des femmes adhérentes au GDA disposent d'un revenu familial inférieur à 500 TND par mois, provenant principalement des activités extra-agricoles de leurs époux. De même, 15% de l'échantillon ont un revenu mensuel entre 500 et 1000TND et seulement 10% ont un revenu supérieur à 1000 TND. L'amélioration du revenu de la famille apparaît donc comme un facteur déterminant dans l'adhésion au groupement et dans le développement de l'activité d'élevage. La conduite d'un élevage semi-intensif nécessite certains équipements (couveuse, mangeoires, abreuvoirs, nourritures,). Inopportunément, l'approvisionnement en matériel semble difficile pour la majorité des femmes. Ainsi, 44% des femmes, ont une faible capacité à acquérir du matériel vu leurs faibles revenus. 26% se sentent plus aisées financièrement et déclarent pouvoir se procurer le matériel nécessaire. Elles réclament, cependant, l'intervention des structures étatiques par des dons de couveuses et par des subventions de démarrage. Le financement solidaire n'a pas été proposé comme alternative de financement pour ce projet.

Ainsi, l'accès aux ressources naturelles, financières ou matérielles demeure contraignant pour l'application de l'ESS en Tunisie. Ce sont les associations et ONG diverses qui interviennent pour résoudre ces contraintes auprès des femmes dans plusieurs expériences de développement local (Labiadh I. 2014 et 2015)

Importance de l'ESS pour les bénéficiaires : Avant de bénéficier d'une journée d'information spécifique sur l'Economie Sociale et Solidaire et le rôle des GDA dans le développement économique et social, 70% des femmes enquêtées ne connaissaient pas la signification d'un GDA. Toutefois, suite à la formation offerte par l'UTAP aux bénéficiaires du projet, l'enquête montre une grande diversité dans la compréhension des objectifs et des missions du GDA ainsi que des principes de l'ESS.

Tableau 2 : Attentes des bénéficiaires

Variable expliquée	Attentes des femmes	% des femmes
Objectifs du GDA	Intégration des femmes dans la vie économique	22
	Regroupement des femmes dans une même structure	15
	Amélioration de la productivité de l'activité de l'élevage	19
	La formation et l'information pour bien conduire leurs projets	12
Missions du GDA	l'offre de formations	17
	l'assistance dans la commercialisation de la production	17
	la fourniture des équipements	13
	l'offre de microprojets	3
Principes de l'ESS	principe de non lucrativité individuelle.	39
	L'utilité collective et sociale des projets	35
	Lutte contre le chômage	22
	La cohésion sociale entre les bénéficiaires.	13

Source : notre enquête 2019

Les objectifs cités par les femmes (Cf. Tableau 2) sont principalement économiques et liés à l'activité de l'élevage. Toutefois, des objectifs tels que la préservation des ressources naturelles, la prévalence de l'intérêt collectif ou bien la promotion d'un commerce équitable ne font pas partie de leurs réclamations. La connaissance des missions d'un GDA (Cf. Tableau 2) demeure aussi limitée. Ainsi, les femmes attendent du GDA qu'il résolve l'ensemble des difficultés, de court terme, auxquelles elles font face pour démarrer leur activité d'élevage. Alors que des missions telles que le renforcement de la compétitivité, la durabilité de l'activité agricole, la rationalisation de l'exploitation des ressources naturelles, sont encore non connues par les femmes adhérentes au GDA. Les réclamations financière et d'encadrement technique et économique demeurent dominants dans les demandes des femmes.

Le potentiel que peut offrir l'adhésion au GDA en termes de projets collectifs, d'organisation commune, de durabilité et de partage ne sont pas mis en avant par les bénéficiaires. Par ailleurs, la majorité des femmes (61%) ne connaissent pas le concept d'ESS. Sa compréhension a pris différents aspects (Cf. Tableau 2), mais ce qui rassemble ce sont les valeurs de solidarité, de partage des revenus et de gain collectif.

3.2. Le suivi organisationnel

Le suivi organisationnel se fait dans le but d'estimer les besoins et les perceptions des femmes quant aux rôles des institutions dans leurs projets. Il tient compte du développement institutionnel, du renforcement des capacités dans le cadre du projet (Cf. Tableau 3) et du rôle des partenaires.

Le développement institutionnel : Le GDA en tant que structure professionnelle devrait permettre le regroupement des femmes pour les unir et renforcer leur poids économique et social. Ce rôle est souvent limité à l'encadrement pour une gestion durable des ressources naturelles, une coopération interne, un développement local et inclusif, une équité du genre et une meilleure gouvernance des chaînes de valeurs locales. Or, les adhérentes au GDA comptent beaucoup plus sur les rôles de promotion et d'emploi (Cf. Tableau 3). Ce rôle n'est donc pas bien perçu par les bénéficiaires qui pensent essentiellement à la résolution de leur problème de promotion à travers l'emploi.

Tableau 3 : Besoins et perceptions des femmes.

Type d'intervention	Types de besoins/ activités	% des femmes
Développement institutionnel	promotion des femmes	74
	lutte contre le chômage.	57
	équité genre.	35
	cohésion sociale	26
	développement économique	22
Renforcement des capacités	Formations dans les métiers de l'artisanat	13
	Transformation des fruits (séchage et confiture).	4
	Taille des arbres fruitiers	4

Source : notre enquête 2019

Le renforcement des capacités : Le renforcement des capacités est souvent nécessaire pour la réussite des projets. Pour les membres du GDA, ce renforcement a démarré avant la création du projet par une formation technique sur l'élevage du poulet fermier et par un atelier d'information sur l'ESS et l'importance du GDA comme structure professionnelle d'appui. La formation a été suivie par une évaluation des capacités théoriques individuelles des femmes. L'atelier d'information semble avoir eu moins d'impact car une méconnaissance de l'ESS et du rôle du GDA demeurent existants. Toutefois, les bénéficiaires espèrent diversifier leurs activités et ont demandé plus de formations sur des activités artisanales et domestiques (Cf. Tableau3).

Rôle des partenaires : Plusieurs partenaires publics ont été impliqués dans ce projet. Il s'agit principalement du CRDA, de l'UTAP, de l'URAP, du Centre technique de formation professionnelle de Souassi, du Centre de formation technique de Béja, et de la recherche- développement. Leurs rôles ont été axés sur l'encadrement et la formation avant démarrage. De même, au moment du démarrage, le CRDA a mis à la disposition du GDA d'un couvoir de façon provisoire et a assuré un suivi technique et économique. La société civile locale a également été présente par l'encadrement et le conseil.

4. Discussions

Afin d'apporter des éléments d'évaluation de cette expérience, nous avons retenu de développer le suivi de l'environnement et de la conformité du projet d'une part et de sa viabilité d'autre part. L'ensemble des variables d'analyse est présenté dans le tableau 4.

Tableau 4 : Réalisations, pertinences et valeurs de l'ESS

Objectifs du cadre logique	Réalisations/ manque de réalisations	Pertinence des réalisations par rapport aux objectifs	Principes et valeurs de l'ESS observés et respectés dans les réalisations
Finalités : inclusion des femmes, amélioration de leurs revenus et respect des principes de l'ESS			
Apports :	<ul style="list-style-type: none"> • Don d'une couveuse par le CDRA pour le démarrage de l'activité du GDA • Equipements familiaux utilisés par les femmes pour leur famille • Pas de financement solidaire • Pas d'engagement solidaire : aucune ONG ou association au niveau local ou régional 	<p>Ce don rend la situation fragile et non durable car il s'agit d'un prêt à court terme plutôt qu'un don définitif</p> <p>Quantité et qualité du financement insuffisantes (4% des femmes peuvent acheter des équipements)</p> <ul style="list-style-type: none"> • faible durabilité des apports car les femmes ont très peu de moyens. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de Financement solidaire • Présence d'un projet collectif • Développement du travail Solidaire • Partage des tâches et des moyens disponibles (quelques femmes)
Activités :	<ul style="list-style-type: none"> • 18.5% de la population locale de femmes adultes (26 femmes) a été formée et diplômée pour l'élevage du poulet fermier • trois réunions engagées et suivies • 23 femmes (16.4% des femmes de la région) ont adhéré au GDA • 6 femmes se sont lancées dans l'activité 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible participation de la population locale dans la formation • Faible adhésion des femmes au GDA • Faible engagement des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Inclusion par la formation et l'information • Démocratie participative dans la création du GDA • Faible gouvernance locale • Partage des tâches au sein du groupe actif • Projet collectif (limité car faible engagement)
Réalisations :	<ul style="list-style-type: none"> • construction de 3 groupes de travail • Partage des tâches • Engagement des femmes (13% des adhérentes au GDA) 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible adhésion des femmes car peu de moyens pour démarrer • Partage au sein du seul groupe en activité • Faible engagement des femmes toujours par manque de moyens. 	<ul style="list-style-type: none"> • Solidarité respectée • Travail collectif et utilité sociale présents • Primauté du groupe sur l'individu quand les moyens existent • Une gestion durable des ressources locales pas prise en considération • Respect de l'environnement non pris en considération
Produits :	<ul style="list-style-type: none"> • Entrée en production d'un seul projet • Pas encore de Vente solidaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible démarrage • Faible activité pour pouvoir vendre 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de Commerce équitable car activité très faible
	<ul style="list-style-type: none"> • vente solidaire du poulet fermier (viande et œufs) 		

Source : les auteurs

4.1. Suivi de l'environnement et de la conformité

L'objectif ici étant de surveiller l'environnement du projet afin de relever les facteurs qui peuvent nuire à la réalisation des objectifs et au respect des principes de l'ESS.

Suivi de l'environnement : Durant la phase de lancement, la motivation des bénéficiaires était importante et la cohésion sociale apparente. La valeur de partage a été bien manifeste et des groupes de femmes associées dans des mini projets ont été formés grâce à leurs expériences antérieures et leur voisinage. Toutefois, l'indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics n'est pas encore manifeste puisque le groupement a encore besoin de l'appui du CRDA pour l'utilisation d'une couveuse. Par ailleurs, une gestion interne autonome, transparente et démocratique selon la règle une personne, une voix est à mettre en application durant la vie du projet.

L'environnement social mérite une étude plus détaillée pour relever les principales contraintes au niveau de la région et pour comprendre l'impact social de cette activité sur les familles et la région. Le contexte plus large politique, institutionnel, réglementaire et de financement dans lequel est mené le projet est encore instable et incertain. En effet, les politiques agricoles et de développement sont en phase de

transition après la révolution de 2011. Leurs axes stratégiques ne sont pas arrêtés. Le cadre réglementaire de l'ESS n'est pas encore largement disséminé bien que récemment adopté. Enfin, les valeurs économiques et sociales de l'ESS ne sont pas clairement comprises ni franchement adoptées par la société tunisienne (ElHidri D, 2017).

Le suivi de la conformité : Une question importante demeure celle de la conformité du projet avec les principes de l'ESS et les résultats attendus. En effet, certains principes de solidarité en interne et avec la société, dont l'égalité entre les membres, la cohésion sociale, l'équité, et la responsabilité individuelle et sociale partagée sont bien présents et ont été observés lors du démarrage du projet. Les valeurs de solidarité sont bien présentes aussi entre les bénéficiaires ce qui constitue un des points forts de ce projet. En effet, la cohésion sociale existe déjà au niveau local à travers les activités communes entre les femmes durant les occasions des grands travaux (cueillette des olives, cérémonies diverses et fêtes religieuses). Après création du GDA et afin de lancer l'activité de l'élevage du poulet fermier, les femmes ont commencé leur activité dans des sous-groupes. Deux sous-groupes ont ainsi regroupé 6 femmes, soit 26% de la totalité. Ceci souligne que les femmes sont prêtes à travailler de manière collective avec un partage des tâches et des bénéfices. Ceci s'aligne aux principes de l'ESS.

Toutefois, la finance solidaire a été absente pour les bénéficiaires du projet. De même, des principes tels que la gestion durable des ressources locales, le respect de l'environnement, le commerce équitable, n'apparaissent pas dans les objectifs du GDA et des femmes. Enfin, ce projet est contraint par l'isolement de la région où les structures économiques et commerciales sont absentes.

4.2. La viabilité

La viabilité sociale : La primauté du sociale sur le capital en tant que principe moteur de l'ESS apparaît dans le regroupement des femmes au cours de leur démarrage dans des équipes de travail solidaires. Un suivi de cette initiative est nécessaire pour appuyer cette démarche et l'enraciner dans la région.

La viabilité économique et financière : La "profitabilité" non nulle mais limitée n'apparaît pas encore dans les pratiques des femmes puisqu'elles démarrent. Il faudrait leur rappeler également les principes de répartition limitée des bénéfices, le besoin de réinvestissement de la plus grande part des bénéfices nets pour le maintien ou le développement du GDA et la constitution de réserves obligatoires impartageables. Le rôle d'orientation du GDA est primordial pour la viabilité du projet. Par ailleurs, le besoin intense d'amélioration du revenu familial pour chaque femme peut peser lourd sur cet objectif collectif.

La viabilité environnementale : La gestion durable des ressources locales et des ressources naturelles n'a jamais été mentionnée dans ce projet. Un effort particulier doit être réalisé pour garantir la durabilité environnementale du projet par l'approche de l'économie circulaire et par l'intégration du GDA dans une économie locale. Les ressources naturelles étant rares, la pression sur le foncier est une réelle menace dans cette région du littoral. La gestion des ressources ne eaux est également importante pour la viabilité du projet.

5. Conclusion et recommandations

L'initiative de création du GDA « Hrayer Lekhmara » a offert des opportunités de formation et d'échange d'information pour les femmes bénéficiaires de ce projet. Ces femmes se sont retrouvées dans une dynamique de renforcement de leurs compétences. La totalité des femmes adhérentes au GDA sont résidentes dans le même village. Une bonne entente, de la solidarité et de l'entraide existaient déjà entre elles. La création d'une dynamique territoriale basée sur l'économie sociale et solidaire serait consolidée par le rôle du GDA dans la région à travers le suivi et la réussite du projet en cours (Arfa L, 2020). Son rôle serait fortifié par la diversification des activités génératrices de revenus offertes aux femmes de la région. Toutefois, afin de garantir la viabilité de ce projet plusieurs recommandations sont à prendre en considération :

- ❖ Informer encore plus les bénéficiaires des principes de l'économie sociale et solidaire, de ses structures et de ses objectifs.
- ❖ Informer encore plus les adhérentes au GDA de ses principes de fonctionnement et de ses atouts.
- ❖ Soutenir et orienter les femmes dans leur recherche de financements pour leur activité d'élevage de poulet fermier.
- ❖ Soutenir et former les femmes pour la commercialisation de leur production ce qui va permettre de rompre avec leur isolement et d'améliorer leur profitabilité

❖ Orienter le GDA vers une approche de développement durable et inclusif.

Références bibliographiques

- ARFA Lamia, OUNALLI Nadia, HEDHLI Manel, 2020.** Intégration de la femme rurale dans une dynamique territoriale : des éléments de réflexion sur une expérience de création d'un groupement féminin de développement agricole « Hrayer El Khmara » Gouvernorat de Mahdia, Volume 72(1). June, 01, 2020 www.jnsiences.org, E-ISSN 2286-5314
- AYARI Hamza. 2019.** Stratégies de solidarité paysanne et valorisation récente du « *zgougou* » dans le Haut Tell tunisien (<http://recma.org/article/strategies-de-solidarite-paysanne-et-valorisation-recente-du-zgougou-dans-le-haut-tell>)
- BEI (Banque Européenne d'Investissement), 2014.** «Economie sociale et solidaire : vecteur d'inclusivité et de création d'emplois dans les pays partenaires méditerranéens», résumé analytique, novembre 2014.
- CGDR (Le Commissariat Général au Développement Régional), 2018.** Etude stratégique pour le développement du gouvernorat de Mahdia à l'horizon 2030, Rapport 2018.
- CREDIF (Centre de Recherche, d'Etudes, de Documentation et d'Information sur la Femme),** inégalités et discrimination à l'encontre des femmes et des filles dans la législation tunisienne, février 2016.
- FIPA (Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur),** Bilan 2017 des investissements étrangers en Tunisie, 2017 Tunisie.
- IFRC, 2011.** Guide pour le suivi et l'évaluation de projets/programmes, (<https://www.ifrc.org/Global/Publications/monitoring/Monitoring-and-Evaluation-guide-FR.pdf>)
- INS, Recensement général de la Tunisie, 2014.**
- ITES « Institut Tunisien des Etudes Stratégiques »,** revue stratégique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Tunisie– Programme Alimentaire Mondial Décembre 2017
- Jean-Louis Laville, Isabelle Hillenkamp, Philippe Eynaud, José Luis Coraggio, Adriane Ferrarini, et al..** Théorie de l'entreprise sociale et pluralisme : l'entreprise sociale de type solidaire. Interventions Economiques : Papers in Political Economy, Association d'Economie Politique, 2016, <<http://interventionseconomiques.revues.org/2771>>. <ird-01447306>
- International Trade Union Confederation, Egypte, Jordanie, Tunisie :** la place des femmes au travail, 28-09-2012 (https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/reportage_femmes.pdf)
- Labiadh Ines, Patrimoine forestier et stratégie de développement territorial.** Cas du groupement féminin de développement agricole GFDA *Elbaraka* dans le Nord-ouest de la Tunisie. 2014
- Labiadh Ines, 2015.** Dynamiques et pratiques locales pour la valorisation des atouts spécifiques : Le cas de la communauté d'*Ouled Hlel* dans la région Nord-Ouest de la Tunisie.
- Laroussi Houda, 2020.** L'économie sociale et solidaire une approche tunisienne, Chabaka (https://www.chabaka.tn/wp-content/uploads/2020/02/LESS_une_approche_tunisienne.pdf)
- Mimouni, M. 2005** « La Twiza : entraide d'hier et d'aujourd'hui ». Colloque « Transmission, mémoire et traumatisme », 9 et 10 mai 2003. www.parole-sans-frontière.org/spip/article108
- OTEDD (Observatoire Tunisien de l'Environnement et du Développement Durable), 2015.** Rapport régional sur l'état de l'environnement dans le gouvernorat de Mahdia.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), 2018.** Étude Stratégique sur l'Économie Sociale et Solidaire en Tunisie.